

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

États généraux du Parti socialiste

Les militants socialistes prennent la parole

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 5 novembre 2014

Démocratie & Socialisme

À l'occasion des débats qui ont lieu dans les sections socialistes en vue des États généraux du PS, les militants prennent la parole pour rappeler ce qui leur tient à cœur. Ils en profitent aussi pour demander que les statuts du PS soient respectés, et donc qu'un congrès ait lieu afin que les militants puissent enfin donner leur avis sur la politique menée par le gouvernement. Ci-dessous deux textes adoptés par une réunion-intersections dans la Loire le 3 novembre (sections de Feurs et Chazelles-sur-Lyon).

Pour garantir l'accès à la santé pour tous, Sauvons l'hôpital public de proximité !

« Regroupement, coopération, mutualisation, fusion, optimisation... » voilà le champ lexical appliqué à l'hôpital public depuis plusieurs années. Dans ce secteur aussi, le gouvernement a perdu la bataille culturelle face aux tenants du libéralisme. Sous couverts de « modernisation de l'hôpital public » on assiste à une disparition de ses services les plus élémentaires (maternité, urgences, chirurgie, réanimation etc...). Nos concitoyens qui résident dans les territoires éloignés des centres urbains sont les premières victimes de cette désertification médicale.

La Loi HPST donne tout pouvoir aux directeurs des Agences Régionales de Santé pour décider du sort de la présence médicale sur nos territoires. La santé est un bien commun, remettons de l'ordre démocratique ! Un cadrage national reprenant, par exemple la promesse de François Hollande (proposition 19 : « je fixerai un délai maximum d'une demi-heure pour accéder aux soins d'urgence ») pourrait fixer les grandes orientations pour lutter contre les déserts médicaux. Il reviendra aux élus régionaux d'établir un schéma régional de présence hospitalière dans le respect du cadre national.

Cette proposition n'est réalisable que si le gouvernement abandonne sa politique d'austérité et la coupe budgétaire de 20 milliards d'euros dans la protection sociale. Nous estimons que la santé de nos concitoyens n'a pas de prix. Au contraire, c'est un puissant outil de corrections des inégalités sociales. Au lieu de réduire, l'État devrait investir pour l'avenir. L'hôpital est souvent le premier employeur d'une commune avec des impacts positifs sur l'attractivité du territoire : emplois induits, réseau de transport public, réduction du coût carbone...

En 2011, 1 français sur 3 a renoncé à se soigner en raison de difficultés financières, contre 1 allemand sur 7. Quel échec pour notre pays qui érige l'égalité dans sa propre devise républicaine ! La carte vitale s'efface au profit de la carte bancaire. Les « restes à charge » sont trop lourds pour des familles aux revenus modestes.

Nous proposons de : - Supprimer les « franchises » médicales, « tickets modérateurs » et les « forfaits hospitaliers » qui sont autant d'obstacles à l'accès à la santé. - Abroger la tarification à l'activité (T2A). Elle avantage délibérément les cliniques privées aux dépens de l'hôpital public. - Instaurer un contrôle public étroit de la filière du médicament (laboratoires, grossistes, autorisations de mise sur le marché). - Encadrer et remettre en cause progressivement le paiement à l'acte, supprimer le secteur II et ses dépassements d'honoraire.

Motion des sections de Feurs et Chazelles sur Lyon

Les militants de la section de Feurs et de Chazelles sur Lyon demandent que les statuts du parti socialiste soient respectés pour que le Congrès de mi-mandat se déroule dans le premier semestre de l'année 2015.

Les militants socialistes prennent la parole

Les statuts de notre parti (article 3.2.1) prévoient un congrès à mi-mandat présidentiel. Il devrait donc se dérouler en ce moment même. Or, à ce jour, aucune date n'est programmée.

La gravité de la situation, les échecs électoraux successifs, la perte de confiance des français dans le gouvernement légitiment plus encore que les militants puissent s'exprimer et faire des choix, en lien avec les attentes de nos concitoyens.

Nous estimons qu'un congrès de clarification sur la ligne politique de notre Parti est nécessaire. La voie « social libérale » prise par le Premier Ministre ne correspond à aucune orientation approuvée par les militants du Parti.

Nous réclamons la tenue d'un congrès socialiste fin 2014 ou dans le premier semestre 2015 mais en aucun cas repoussé en 2016 comme cela semble être envisagé.

Motion adoptée à l'unanimité des présents le lundi 3 novembre 2014.